CENTRE DE FORMATION CARDIJN

Septembre 2025 – Analyse n° 7

Dans les filets des réseaux sociaux

🔍 Mots-clés : Individu – Médias – Publicité – (S') Informer – Vérité

Facebook, X, Instagram, TikTok… Ces noms familiers sont entrés dans les vies quotidiennes. Mais ces outils de communication sont-ils aussi neutres qu'ils paraissent ou répondent-ils à des logiques économiques et politiques implicites, qui font le lit de la désinformation ?

Pour beaucoup, les réseaux sociaux font désormais partie de la vie quotidienne. Même dans le secteur associatif, on veille à assurer une présence sur les grandes plateformes en ligne. Hélas, ce qui pourrait constituer un formidable espace d'expression, de partage d'informations et de co-construction n'est peut-être qu'une jungle livrée à la prédation extrémiste et à la désinformation. Un fléau si grave qu'on s'en inquiète même dans les plus hautes instances internationales ![1]

> « *Depuis ces temps anciens, l'information est falsifiée et manipulée pour remporter des guerres, concrétiser des ambitions politiques, réparer des griefs, blesser des personnes vulnérables ou réaliser des profits financiers.*
>
> *La désinformation n'est donc pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que la technologie numérique a mis à la disposition de divers acteurs des moyens de produire, de diffuser et d'amplifier des informations fallacieuses ou tendancieuses à des fins politiques, idéologiques ou commerciales à une échelle et une vitesse et avec une audience sans précédent.* »[2]
>
> Irene Khan, Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

L'époque actuelle est inédite : jamais un individu « ordinaire » n'avait eu autant la possibilité de s'informer à de multiples sources et de communiquer à une aussi large audience, en grande partie en raison des évolutions numériques.

Pourtant, la menace d'une misère culturelle et d'un éclatement social n'a peut-être jamais été aussi tangible depuis des décennies. Or, l'ampleur de ce péril est également liée au déploiement des grandes plateformes en ligne, notamment les « réseaux sociaux ».

Sans se montrer exhaustive, cette analyse prendra le temps d'exhumer la dimension structurelle de la désinformation.

Le tableau paraîtra peut-être sombre à la conclusion de ces lignes, car aucune solution clé sur porte ne sera formulée. En effet, il s'agit avant tout de contribuer à une prise de conscience collective, étant donné qu'à peu près tous les individus (du moins dans la société belge) se trouvent plus ou moins pris au piège dans ces filets, selon leur niveau de connexion, leur capacité à faire preuve d'esprit critique et leur degré de conscience sociale.

1 *Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales*, rapport du Secrétaire général des Nations Unies, 12.08.2022.

2 *Désinformation et liberté d'opinion et d'expression*, rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan, 13.04.2021.

Alerte générale !

L'état des lieux suivant prend appui sur un rapport[3] publié par l'OCDE[4]. En synthèse, il rappelle que « *les débats et les sociétés démocratiques reposent sur un fondement : des individus bien informés* » ; l'intégrité de l'information est donc essentielle à la cohésion sociale. Or, « *on assiste à une montée en puissance de la propagation d'éléments d'information faux ou trompeurs, souvent dans le cadre de campagnes délibérées de désinformation* [...]*, ce qui sème la confusion et exacerbe la polarisation, fausse le débat public et aggrave la perte de confiance à l'égard des pouvoirs publics.* »

Les répercussions sont considérables dans de nombreux domaines : santé, sécurité, climat... La désinformation jette le doute sur les faits et aggrave les clivages. Ce phénomène n'est pas neuf « *mais le numérique a profondément transformé sa portée et son impact. Les technologies numériques permettent désormais à n'importe quel individu doté d'une connexion à l'internet de produire des contenus et de les diffuser* », sans les garde-fous déontologiques que sont censés respecter les journalistes, les universitaires et les scientifiques.

Cette évolution a beau offrir « *un accès inédit au savoir* » et « *favoriser la participation citoyenne* », « *elle constitue aussi un terreau fertile pour la propagation rapide d'éléments d'information faux et trompeurs.* » Une dérive encore accrue par « *la montée en puissance du recours à l'intelligence artificielle générative* ». Pour l'OCDE, cela ne fait donc pas de doute : il y a là un problème majeur, généralisé et dangereux.

Oui, dangereux. À en croire l'Unesco[5], « *les plateformes numériques sont devenues un nouveau front dans la recherche de la paix.* » Dans un portrait pourtant nuancé, l'Unesco observe que « *ces mêmes plateformes numériques qui ont démocratisé l'accès à la connaissance et à la culture, et favorisé la connexion au niveau mondial, sont également devenues des écosystèmes de désinformation, de polarisation idéologique et d'incitation à la violence, à la discrimination et à la haine.* » Des caractéristiques qui « *ont sapé les démocraties et menacé les droits humains dans le monde entier.* »

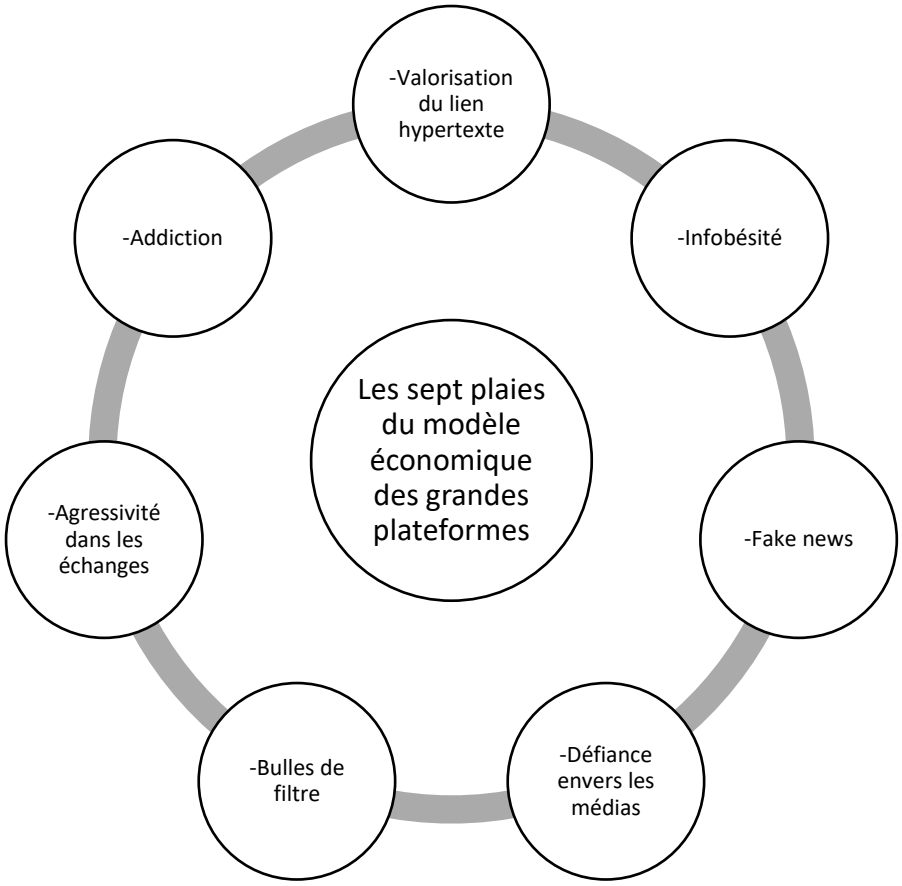
L'Unesco pointe le manque de transparence et de responsabilité des entreprises, alors que « *de nombreux pays se sont lancés dans des processus de réglementation sans approche respectueuse des droits humains, affaiblissant profondément l'espace civique et conduisant à différents types de censure.* »

3 OCDE, *Les faits sans le faux : lutter contre la désinformation, renforcer l'intégrité de l'information*, 2024.
4 Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
5 Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Voir le document : Principes pour la gouvernance des plateformes numériques publié en ligne (en 2023) : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387359.

Les dés sont pipés

Dans son livre *La société du sans contact*, le journaliste et auteur François Saltiel explique comment les réseaux sociaux s'inspirent des neurosciences et des techniques persuasives pour influencer le comportement des usagers.[6] Régulièrement, le comportement d'individus en ligne apparaît problématique (agressivité, transmission de fausses informations…). Ce qui est moins apparent, c'est le fait que certains de ces comportements peuvent être influencés par le fonctionnement même des grandes plateformes.

Julien Falgas en décrypte le modèle économique sous forme de « 7 plaies », énumérées ci-dessous.[7] En synthèse, il démontre que les utilisateurs et utilisatrices sont en fait pris dans un engrenage dont ils sont peu conscients.



Source : J. FALGAS

Fake news

Cet état de fait rend mécaniquement la diffusion de *fake news* aisée, d'autant plus aujourd'hui avec le développement de l'intelligence artificielle. Comme l'explique la journaliste Salomé Saqué : « *Les algorithmes favorisent hélas ces contenus faux*

6 F. SALTIEL, *La société du sans contact*, Paris, Flammarion, 2020.
7 Il ne sera pas possible de les détailler ici. Pour plus d'infos, voir : J. FALGAS, *X, Facebook et Instagram menacent nos écosystèmes d'information : quelles alternatives ?*, https://theconversation.com/x-facebook-et-instagram-menacent-nos-ecosystemes-dinformation-quelles-alternatives-247399, 19.01.2025.

ou trompeurs en recommandant principalement aux utilisateurs les publications les plus sensationnalistes et extrêmes, ainsi que des sources d'information confirmant leurs biais préexistants ; ce afin de maximiser le "taux d'engagement" des plateformes, c'est-à-dire les actions des utilisateurs générées par le contenu proposé sur les réseaux sociaux (nombre de likes, partages, commentaires, etc.). S'informer via les réseaux présente donc le risque d'être enfermé dans des bulles de confirmation. »[8]

Ce mécanisme rend compliquées, voire inefficaces, les tentatives des voix progressistes pour inverser la tendance sur X (ex-Twitter), par exemple. Idem pour les initiatives visant à faire de l'éducation populaire par ce moyen-là. L'enfermement dans des bulles fait en sorte que la plateforme « *met en réseau des gens aux intérêts communs, et favorise le contenu d'extrême-droite* », explique Paul Servais dans la revue *Politique*. Pour cet observateur, X est avant tout « *un bien privé, au service des intérêts politiques de son propriétaire* [...]*. Lui conférer une quelconque vertu – informative, combative – revient à se tromper sur son essence et son fonctionnement*. »[9]

Mais prendre ses distances n'est pas facile, tant cet outil s'est imposé dans le quotidien de beaucoup, journalistes et politiques en tête.[10]

Dépendance

Selon Julien Falgas[11], « *le* tweet *est devenu un rouage incontournable de la circulation de notre information.* » Sur X, les politiques ont « *la possibilité de s'exprimer en direct* », sans intermédiaire et sans filtre ; quant aux journalistes, ils y ont trouvé une source d'informations immédiate. Par conséquent, « *les uns comme les autres en sont devenus dépendants* », qu'ils soient conscients ou non des travers de ce média qui, pas son mode de fonctionnement, « *pousse à jouer sur les émotions, entrave l'exposition d'analyses complexes et favorise le 'clash'.* »

Cette dépendance explique la difficulté, pour beaucoup, de quitter le réseau social X, malgré son évolution douteuse au cours des dernières années. « *Depuis la reprise de Twitter par Elon Musk, des dizaines de milliers de comptes néonazis et complotistes ont été rétablis* »[12], souligne Salomé Saqué. Une évolution qui ne doit probablement rien au hasard. Le « salut » d'Elon Musk lors de l'investiture du président des États-Unis a défrayé la chronique, dans la foulée de ses sympathies affichées vis-à-vis de l'AfD[13], parti allemand d'extrême droite.

8 S. SAQUÉ, *Résister*, Paris, Éditions Payot, 2024, pp.68-69.
9 P. SERVAIS, www.revuepolitique.be/x-en-debat-pourquoi-les-progressistes-doivent-quitter-x/, 24.01.2025.
10 M. PELLERIN, *Twitter est une drogue dure pour les journalistes*, https://larevuedesmedias.ina.fr/twitter-est-une-drogue-dure-pour-les-journalistes, 30.06.2014.
11 Julien Falgas est Maître de conférences au Centre de recherche sur les médiations de l'Université de Lorraine.
12 S. SAQUÉ, *op. cit.*, p.68.
13 *Alternative für Deutschland.*

De Charybde en Scylla ?

S'il est nécessaire d'utiliser tous les canaux disponibles pour faire entendre des voix divergentes, et de diversifier les flux d'informations sous toutes leurs formes, il serait illusoire de penser que celles-ci soient en capacité de désamorcer cette bombe à retardement. D'où l'initiative HelloQuitteX, encourageant à quitter collectivement X/Twitter, pour migrer vers des alternatives offrant plus de garanties éthiques.[14] Avec cependant une limite notable : la plupart des plateformes numériques perpétuent une forme de communication guidée par « *une course à la croissance exponentielle, la volonté de capturer l'attention et celle d'influencer nos comportements* »[15], pour répondre aux exigences d'un modèle économique basé sur la publicité.

Il pourrait en être tout autrement.[16]

Réguler, protéger, soutenir

Pour œuvrer à un environnement numérique plus sain, un important travail doit être fourni auprès des utilisateurs et utilisatrices. C'est la tâche – colossale – dévolue à toutes les organisations qui ont un pied dans l'éducation au sens large : enseignement, Éducation permanente, éducation aux médias…

Toutefois, conscientiser l'individu n'est pas suffisant. En plus d'accompagner l'esprit critique, il est donc crucial de travailler – politiquement – sur le modèle économique de ces plateformes et le pouvoir démesuré qui en découle.

L'élément clé pour brider cette démesure est la régulation[17] (ceci peut d'ailleurs s'appliquer à l'ensemble des dérives néolibérales).

Dans ce but, l'Unesco a énoncé une liste de *Principes pour la gouvernance des plateformes numériques*, visant à impliquer un maximum d'acteurs concernés par l'enjeu (États, entreprises, organisations de la société civile, médias, académiques…).[18] Le même style de démarche est en réflexion dans d'autres instances internationales, mais la lourdeur de ces mastodontes institutionnels s'adapte mal à l'urgence de l'enjeu.

Enfin, Salomé Saqué plaide en outre pour que l'information soit considérée comme un bien public, d'où l'importance, selon elle, de financer et de soutenir

14 https://helloquittex.com/.
15 J. FALGAS, *op. cit.*
16 J. FALGAS, *30 ans du web : son inventeur Tim Berners-Lee prend ses responsabilités, et vous ?*, theconversation.com, 12.03.2019.
17 T. JELASSI, *La régulation des réseaux sociaux n'affaiblit pas la liberté d'expression, elle la renforce*, https://www.lesoir.be/496478/article/2023-02-21/la-regulation-des-reseaux-sociaux-naffaiblit-pas-la-liberte-dexpression-elle-la, 21.02.2023.
18 Unesco, *op. cit.*

collectivement un service public audiovisuel de qualité. Elle rejoint en ce sens les recommandations de l'Onu, pour qui « *des régimes solides d'information publique et un journalisme indépendant sont de puissants antidotes à la désinformation.* »[19]

Pour inclure le plus grand nombre dans cette réflexion, il convient de la mener depuis la base (dans le monde de l'enseignement, au sein des organisations de la société civile, dans les médias et les institutions politiques), pour favoriser au plus vite un environnement numérique sain et démocratique.

Renato Pinto,
Formateur permanent au Cefoc

« Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Si tout le monde vous ment en permanence, la conséquence n'est pas que vous croyez les mensonges, mais plutôt que personne ne croit plus rien. [...] *Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut plus se décider. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez alors faire ce que vous voulez. »*

Hannah Arendt

Pour aller plus loin

L'asbl Média Animation, également reconnue comme organisation d'Éducation permanente, propose de nombreuses méthodes et formations d'éducation aux médias. Plus d'infos sur : https://media-animation.be/.

19 I. KHAN, *op. cit.*

Le Cefoc est une association qui propose des projets de formation et de recherche pour des personnes issues ou solidaires des classes populaires. La visée de la démarche du Cefoc est de permettre aux personnes en formation de participer à la construction d'une société démocratique et solidaire en devenant sujets et acteurs de leur vie personnelle, sociale, culturelle et politique.

Cette association est présente en Wallonie et à Bruxelles au travers de journées, de week-ends de formation et d'une quarantaine de groupes de formation. Elle est reconnue en Éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Asbl Cefoc
Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 Namur (Belgique)
Tél. +32 81 23 15 22 – Courriel : info@cefoc.be
Site internet : www.cefoc.be
Éditrice responsable : Isabelle Paquay
© Cefoc

Avec le soutien de la

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES